

le reste de l'année, qui peuvent cacher le fait qu'à en juger d'après les indices et d'après la situation jusqu'ici, notre croissance économique s'est presque immobilisée.

Je souhaiterais que le gouvernement actuel regarde la situation avec le réalisme dont étaient empreintes les observations que le président des États-Unis a faites jeudi dernier en soulignant la gravité de la situation. Il a vu les choses bien en face. Qu'a-t-il dit? Il a affirmé que l'obligation de créer de nouveaux emplois pour les jeunes Américains qui se joignent à l'effectif ouvrier et pour les ouvriers plus âgés que les progrès technologiques déplacent, avait imposé un lourd fardeau à l'économie et au peuple des États-Unis. Nous arrive-t-il d'entendre pareilles observations de la part du gouvernement actuel? Non. Il nous dit que tout va très bien, que le chômage sera chose du passé et que ses programmes apporteront une solution au problème. Cela se retrouvait dans le discours que le premier ministre (M. Diefenbaker) a prononcé samedi soir dernier devant les jeunes conservateurs progressistes, lorsqu'il a dit que le gouvernement actuel avait jeté les bases de la prospérité économique du Canada.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Martin:** Quel meilleur exemple pourrais-je avoir que cette réaction du gouvernement, à pareille déclaration? Il applaudit une déclaration qui n'est pas conforme aux réalités économiques de l'heure au Canada.

Examinons ce qui s'est passé au Canada depuis 1957. Faisons la comparaison avec le chiffre que j'ai donné il y a un instant, relativement à la croissance économique du Canada sous le régime du gouvernement précédent. La vérité froide et brutale, c'est que notre croissance économique a été inférieure à notre croissance démographique. Notre production par tête d'habitant a été, en valeur absolue, d'environ 4 p. 100 inférieure en 1961 à ce qu'elle était en 1956. Si notre croissance économique s'était maintenue au taux moyen de 4.6 p. 100, au cours des quatre dernières années et demie, nous aurions produit pour près de 14 milliards de dollars de plus que notre production réelle.

Voilà les faits, et que les ministres applaudissent cette déclaration. Le fait est que nos affaires ont été mal gérées; les affaires publiques ont été désorganisées; notre gouvernement a manqué de sagesse et d'application; nous n'avons pas bénéficié d'une politique saine de la part du gouvernement; ce dernier n'a pas fait preuve du sens des responsabilités et de planification sage; et, en grande partie à cause de cela, nous sommes encore

aux prises, en cette quatrième année du mandat du gouvernement depuis 1958, avec un chômage plus élevé que dans tout autre pays du monde occidental. Puis, parce que nous osons analyser le problème, le gouvernement nous blâme comme si nous nuisions au pays...

**L'hon. M. Starr:** C'est ce que vous faites.

**M. Pallett:** Ce n'est pas seulement le gouvernement qui vous blâme. Lisez donc les journaux!

**L'hon. M. Martin:** Le député me dit de lire les journaux. Et moi je lui dis de prendre connaissance des sondages Gallup. Ces sondages révèlent le mécontentement actuel de la population canadienne, à la suite du manque d'esprit d'initiative, de la mauvaise gestion de nos affaires et de l'hésitation dont fait preuve le gouvernement lorsqu'il s'agit d'adopter une politique de l'emploi conforme aux assurances et aux promesses extravagantes qu'il a faites au cours de la dernière campagne électorale. Si le gouvernement veut qu'on juge autrement sa façon d'agir, qu'il prenne pour exemple l'initiative du président des États-Unis, à l'égard du problème qui nous préoccupe...

**L'hon. M. Starr:** Et qu'est-ce qu'ils font là-bas?

**L'hon. M. Martin:** ...au lieu de recourir à des palliatifs, au lieu de dresser des programmes anémiques, comme celui des travaux d'hiver, qui, comme l'a dit le ministre en novembre dernier, donnerait du travail à 111,000 personnes pendant une période limitée des mois d'hiver. Le ministre a dit, en effet, ainsi que l'a fait connaître le *Journal d'Ottawa*, le 15 novembre dernier, qu'on avait trouvé de l'emploi pour 121,000 personnes l'hiver dernier, et qu'on s'attendait à ce que 150,000 en obtiennent cet hiver. Cent cinquante...

**L'hon. M. Starr:** Cent cinquante mille.

**L'hon. M. Martin:** ...à un moment où le chômage atteint le chiffre de 543,000, le gouvernement actuel, qui s'est engagé à veiller à ce que personne ne souffre du chômage...

**L'hon. M. Starr:** Le député me permettrait-il de poser une question?

**L'hon. M. Martin:** Quand j'aurai fini. Le gouvernement nous dit qu'il n'a pas été en mesure de fournir du travail même au nombre de gens à qui il avait dit pouvoir en donner. Nous devons donc non seulement faire face à cette grave situation, mais nous constatons que les chômeurs doivent toujours envisager la possibilité, à moins que le gouvernement ne prenne des mesures énergiques pour renflouer la Caisse d'assurance-chômage,